

obligation d'emprunter de l'argent, déficit qui a été porté de 12 à 14 milliards de dollars depuis le mois de juin 1980, c'est-à-dire en l'espace de six mois, nous serons entraînés dans un cercle infernal.

J'exhorte le gouvernement à profiter de sa position majoritaire. Le fait d'être majoritaire présente certains avantages. Il permet au gouvernement de faire le nécessaire pour stabiliser et assouplir notre économie, ce qui rendra service aux Canadiens. Si le gouvernement continue sur sa lancée, l'avenir du Canada risque d'être peu reluisant voire sombre. Un pays qui possède autant de ressources que le Canada mérite bien mieux que cela.

M. Bill McKnight (Kindersley-Lloydminster): Monsieur l'Orateur, je remercie mon collègue le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn) d'avoir été aussi bref. J'espère, monsieur l'Orateur, que je ne ferai pas fuir les députés.

Nous discutons depuis un certain temps des 14 milliards que le gouvernement veut emprunter pour financer son déficit. Un particulier ou une entreprise qui serait dans la même situation que le gouvernement déclarerait faillite. Le problème, c'est que le gouvernement ne saurait pas où déposer son bilan. Je suis sûr qu'il le ferait s'il le pouvait. Qui d'autre que le gouvernement peut se maintenir indéfiniment en situation de déficit?

A ce qu'on nous dit, le gouvernement affecte une bonne partie des fonds au développement de l'Ouest. Les ministériels ont souvent parlé de 4 milliards. Ce montant ne se trouve nulle part dans le budget. A force de fouiller, on trouve un montant de 2 milliards qui doit être dépensé sur une période de trois ans, mais si on y regarde de plus près, on constate que les 2 milliards iront à des programmes qui existent déjà. Il n'y a rien de nouveau pour avantager ou aider les gens.

Je vois le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) hocher la tête, mais il n'empêche que ces 2 milliards ne seront pas dépensés pour de nouveaux programmes. Voyons d'où ils proviennent. Ils proviennent des 37 milliards et demi de dollars qui seront perçus au cours des trois prochaines années sur les ressources de l'ouest du pays. On propose donc de rendre 2 milliards contre 37 milliards et demi. Voilà qui ne rehaussera pas le respect que portent les Canadiens de quelque région que ce soit à l'égard d'un gouvernement qui cherche à promouvoir la duperie et la chicanerie comme il le fait en prenant 37 milliards et demi et en n'en rendant que 2 milliards.

J'ai entendu au début de la soirée le député de Willowdale (M. Peterson) parler des prix de l'essence fixés par le gouvernement. J'aimerais faire consigner au compte rendu des chiffres illustrant la différence entre ce que proposait le parti conservateur dans son budget de décembre 1979 et ce que prévoit le budget actuel pour l'année 1983. En vertu du budget conservateur de décembre, la taxe moyenne annuelle sur le mazout se chiffrait à 19c. le gallon. En vertu du budget libéral, la taxe moyenne sur le mazout s'élèvera à 55c. le gallon d'ici décembre 1983, et ces chiffres ont été établis avant l'acquisition de Petrofina, comme le fait remarquer mon collègue du

L'ajournement

Yukon (M. Nielsen). En vertu du budget conservateur, la taxe moyenne annuelle sur l'essence s'élevait à 39c. le gallon. En vertu du budget du gouvernement libéral, la taxe moyenne annuelle sur l'essence s'élèvera en 1983 à 59c. le gallon. Ce qui n'a pas empêché les députés de l'autre côté de pousser les hauts cris quand nous avons proposé la taxe d'accise de 18 cents. Si notre budget avait été appliqué, une famille canadienne moyenne aurait dû payer \$483 d'impôt avant calcul du crédit d'impôt sur l'énergie. Avec le budget libéral c'est \$790 en moyenne qu'elle doit payer. Notre budget prévoyait un crédit d'impôt sur l'énergie parce que nous nous préoccupons sincèrement des petites gens qui auraient ainsi eu \$220 de moins à payer. Selon le régime fiscal que nous préconisons, une famille canadienne moyenne aurait payé \$263 d'impôts. Avec le gouvernement en place, agressif s'il en fût, c'est \$790 qu'elle va devoir payer. Et les députés de l'autre côté s'étonnent encore que les citoyens trouvent que le budget ne vaut pas grand-chose.

Voyons maintenant pourquoi nous nous retrouvons avec un déficit de 14 milliards. Nous avons entendu l'explication des libéraux. Ils disent que le gouvernement a une politique à mettre en œuvre et que c'est pour cela qu'il a besoin de 14 milliards. Et pour quoi faire, je vous le demande? Pour se payer des voyages aux frais de la princesse. J'aimerais que les députés de l'autre côté écoutent ces chiffres. En 1978, sous le précédent gouvernement libéral, on a dénombré 431 voyages, qui ont coûté la bagatelle de \$274,107,000. En 1979, sous le gouvernement conservateur n'a compté que 162 voyages. Les députés d'en face prétendent que c'est la raison pour laquelle nous avons été défaits aux élections. Ils ne peuvent décidément pas croire que nous avons été défaits parce que nous dépensions parcimonieusement l'argent des contribuables. Ils ne pensent jamais ici aux contribuables canadiens. Je suis persuadé que les députés d'en face ont assez de bon sens pour ne pas croire que nos contribuables se laisseraient acheter avec leur propre argent.

Songez à l'époque où Otto Lang était ministre des Transports. Je constate qu'il y a une erreur dans mes notes. Le nom du ministre a été épilé Auto et je m'en excuse, car il s'intéressait surtout à l'avion. Il avait fait 30 voyages à bord du Jetstar tandis que le député de Végréville (M. Mazankowski) en faisait trois. Récemment, le Jetstar a effectué 56 voyages dans un mois, soit deux voyages par jour y compris les samedis et les dimanches. Celui qui voyage le plus à bord du Jetstar semble être le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) qui se rend d'un bout à l'autre du Canada pour soigner sa publicité. Il n'aide guère ma circonscription de Saskatchewan.

Monsieur l'Orateur, je constate que l'heure avance, puis-je dire qu'il est 10 heures?